

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 486^e
SÉANCE



Vendredi 10 décembre 1965,
à 11 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 101 de l'ordre du jour:

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite):

- a) *Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix;*
- b) *Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix 1*

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite) [A/SPC/L.117 et Add.1 et 2, A/SPC/L.121, L.122 et Add.1]:

- a) Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/5915 et Add.1, A/5916 et Add.1, A/5972, A/6026);
- b) Autorisation et financement de futures opérations de maintien de la paix (A/5966/Rev.2)

1. M. DIOP (Sénégal) juge très précieux le rapport qu'a rédigé le Comité spécial des opérations de maintien de la paix. Celui-ci a été créé en 1965 à la suite d'une heureuse initiative prise par le Secrétaire général et le Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, session dont on se rappelle les difficultés. Ces deux personnalités ont, à cette occasion, fait preuve d'une foi inébranlable dans l'Organisation des Nations Unies et d'un véritable esprit de conciliation.

2. De l'avis de la délégation sénégalaise, le tour d'horizon auquel procède à son tour la Commission politique spéciale touche un sujet trop vaste pour être traité à fond au cours de la session actuelle. Aucun accord n'est encore en vue sur des points aussi essentiels que la délimitation de la responsabilité principale du Conseil de sécurité et de la responsabilité résiduaire de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité.

3. Les projets de résolution dont la Commission est saisie sont tous deux dignes d'intérêt. Le projet présenté par l'Irlande et sept autres puissances (A/SPC/L.121), en particulier, ouvre des perspectives et souligne la nécessité d'un plan d'action provisoire en attendant que l'accord se fasse sur une formule définitive et satisfaisante.

4. On admet généralement que tous les Etats doivent partager le fardeau que représente le financement des opérations de maintien de la paix. Toutefois, à moins

de renoncer définitivement à toute action, la question se pose de savoir quelle doit être l'attitude de l'ONU au cas où l'une des grandes puissances refuserait de verser sa part.

5. Des objections ont été faites à l'égard des changements de procédure proposés dans le projet de résolution irlandais. Les difficultés qu'a soulevées récemment l'application de l'Article 19 de la Charte montrent cependant qu'une règle trop rigide peut devenir inopérante alors que, conçue sous une forme plus souple, elle peut rendre les plus grands services. Dans un souci de concorde et afin de faciliter à cet égard la poursuite du dialogue, la Commission devrait éviter de prendre des positions trop tranchées.

6. La délégation sénégalaise désire voir prolonger le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix pour qu'il soit en mesure de poursuivre sa tâche importante et difficile, et souhaite que les comptes rendus des délibérations en cours soient communiqués à ce comité.

7. Le projet de résolution présenté par le Canada et 18 autres pays (A/SPC/L.122 et Add.1) diffère de la proposition faite par l'Irlande en ce sens qu'il traite du paiement des opérations de maintien de la paix déjà effectuées et qu'il sollicite des contributions volontaires pour combler le déficit budgétaire de l'Organisation des Nations Unies; toutefois, les deux propositions ne sont nullement incompatibles, et il serait regrettable pour les petits pays que le projet de résolution irlandais soit rejeté.

8. Il a fallu deux guerres mondiales en une seule génération pour apprendre aux nations de la terre que la paix est une nécessité vitale; une troisième conflagration ferait disparaître toute vie de la surface du globe. Il faut donc espérer que l'Organisation des Nations Unies réussira par ses efforts à assurer la paix jusqu'à la fin des temps.

9. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) confirme la position de sa délégation telle qu'elle a été exposée en détail à la 465^{ème} séance de la Commission.

10. Le texte du projet de résolution irlandais (A/SPC/L.121) a subi des transformations considérables depuis sa présentation dans les documents A/5966 et Rev.1 et 2, mais ses dispositions essentielles demeurent en contradiction avec la Charte. Il vise à saper l'autorité du Conseil de sécurité en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, disposition clef de la Charte. Le Conseil est seul habilité à prendre des décisions au nom des Nations Unies lorsqu'il s'agit de l'emploi de la force armée ou des questions d'organisation et de financement qui y sont liées. Conformément au

paragraphe 2 de l'Article 11 de la Charte, toute question se rattachant au maintien de la paix et de la sécurité internationales qui appelle une action doit être renvoyée au Conseil de sécurité par l'Assemblée générale, avant ou après discussion; le Chapitre VII n'indique nulle part que l'Assemblée générale ait le droit de prendre des décisions dans ce domaine.

11. Le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution constitue une tentative d'insuffler une nouvelle vie à la résolution illégale intitulée "L'union pour le maintien de la paix", adoptée il y a 15 ans, et la délégation soviétique ne saurait appuyer cette proposition. Les Etats Membres ont adhéré à l'Organisation des Nations Unies en acceptant de respecter les termes formels de la Charte, et ils ne peuvent ni en méconnaître les dispositions, ni fermer les yeux sur toute tentative faite pour les modifier sans respecter la procédure définie au Chapitre XVIII. D'autre part, ils ne sont pas liés par des obligations résultant d'une violation de la Charte.

12. Le dispositif du projet de résolution vise à imposer au Comité spécial des opérations de maintien de la paix — qui devra poursuivre un travail inachevé — certaines positions politiques qui constituent une violation flagrante de la Charte. C'est ainsi que l'alinéa a du paragraphe 2 prévoit deux catégories d'opérations: les mesures coercitives au sens du Chapitre VII de la Charte et les opérations uniquement destinées au maintien de la paix. Une telle distinction est erronée et illusoire, et toute tentative pour faire admettre cette interprétation est vouée à l'échec. Tout emploi de la force armée au nom des Nations Unies constituerait l'une des mesures coercitives prévues au Chapitre VII.

13. L'alinéa b du paragraphe 2, qui invite le Comité spécial à examiner les moyens d'harmoniser les responsabilités respectives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité constitue également une tentative faite en vue d'imposer au Comité un concept contraire à la Charte, laquelle dispose que le Conseil de sécurité est seul habilité à entreprendre toute action dans ce domaine. La délégation soviétique est résolument hostile à toutes les tentatives faites dans ce sens.

14. L'alinéa c du même paragraphe est en complète contradiction avec les dispositions fort nettes de la Charte, qui stipulent que les forces armées ne sont pas à la disposition des Nations Unies en tant que telles, mais à la disposition du Conseil de sécurité, seul organe habilité à agir au nom des Nations Unies lorsqu'il s'agit d'employer la force armée. Le projet de résolution ne précise pas qui serait chargé d'appliquer les décisions illégales de l'Assemblée générale relatives aux opérations de maintien de la paix. Le projet n'aurait pour résultat que de remettre en vigueur la procédure qui a tragiquement échoué lorsqu'il s'est agi d'appliquer la résolution 143 (1960) du Conseil de sécurité, en date du 14 juillet 1960, à propos de la République démocratique du Congo.

15. L'alinéa d du paragraphe 2 représente aussi une tentative faite pour éviter le Conseil de sécurité et pour saper son autorité, puisqu'il invite le Comité spécial à examiner le financement des opérations

de maintien de la paix, alors qu'en vertu de la Charte toutes les décisions concernant ce financement doivent être prises par le Conseil. On peut faire observer à ce propos que les principaux éléments du plan proposé par l'Irlande pour le financement des opérations de maintien de la paix se retrouvent dans la proposition faite en mars 1964 par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

16. La proposition irlandaise permettrait à certaines puissances occidentales, toutes disposées à fournir à cette fin n'importe quelle somme, de se passer du Conseil de sécurité et d'utiliser les forces des Nations Unies à des fins qui n'ont rien à voir avec les buts de la Charte ou avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les pays africains et asiatiques ne doivent pas se faire d'illusions: les puissances impérialistes veulent se servir du drapeau des Nations Unies pour masquer leurs tentatives destinées à étouffer les mouvements de libération nationale et à violer la souveraineté des petits pays. Le fait que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres puissances coloniales appuient la proposition irlandaise n'est pas une coïncidence. L'Irlande a cherché à se poser en protectrice des petites nations, mais son vote sur la question de l'apartheid a montré à qui allaient ses sympathies. Il est regrettable que certaines délégations africaines et asiatiques soient convaincues qu'un système fondé sur une violation de la Charte puisse contribuer à défendre les intérêts des petits pays.

17. Depuis quelques années, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont été à plusieurs occasions décidées au mépris de la Charte et pour réaliser des buts contraires à l'esprit et à la lettre de cet instrument. Ces opérations ont également suscité de graves difficultés au sein de l'Organisation elle-même. Il faut donc espérer que tous les Etats Membres feront preuve d'assez de maturité et de prudence pour éviter que l'Organisation des Nations Unies ne soit entraînée dans de nouvelles difficultés. La délégation soviétique estime que l'existence et le développement de l'Organisation en tant que moyen de renforcer la paix et la sécurité internationales sont liés au respect scrupuleux de la Charte. En conséquence, elle votera contre le projet de résolution A/SPC/L.121 et ne se considérera pas liée par ses dispositions au cas où il serait adopté.

18. Il y aurait lieu de mettre d'abord aux voix le projet de résolution A/SPC/L.122 et Add.1, qui s'inspire des résolutions adoptées à la dix-neuvième session. S'il est adopté, il ne sera pas nécessaire de procéder au vote sur le projet de résolution A/SPC/L.121.

19. M. PONNAMBALAM (Ceylan) dit que les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.121 pensent, comme, semble-t-il, l'ensemble des membres de la Commission, que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix devrait étudier les déclarations faites au cours du débat. Ces mêmes auteurs présentent un texte révisé (A/SPC/L.121/Rev.1) dans lequel ne figurent plus certaines des dispositions contenues dans le précédent projet. Ils appuieront volontiers le projet de résolution commun (A/SPC/L.122 et Add.1) tendant à élargir le mandat du Comité spécial des opérations de maintien de la paix.

20. Les représentants de l'Union soviétique et de la France ont tous deux fait allusion au texte dans lequel les auteurs du projet de résolution irlandais réaffirment le droit de l'Assemblée générale de recommander la mise sur pied d'une opération de maintien de la paix de l'ONU lorsque le Conseil de sécurité ne peut prendre rapidement et efficacement des mesures pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Avant d'aborder le fond de la question, M. Ponnambalam tient à assurer aux représentants de ces deux grandes puissances que les petits Etats qui présentent le projet de résolution en question ne s'associeront jamais aux tentatives visant à saper, soit directement, soit indirectement, les fondements de la Charte, car ils sont aussi attachés à la Charte et à ses principes que les grandes puissances. Le représentant de l'URSS peut avoir la certitude qu'aucun de ces petits pays ne se laissera, volontairement ou non, transformer en instrument d'une puissance impérialiste, quelle qu'elle soit, qui chercherait à se soustraire aux obligations de la Charte ou à en saper les fondements.

21. La question de savoir si l'Assemblée générale est investie, en vertu de la Charte, d'importants pouvoirs secondaires et complémentaires, donne matière à interprétation. Des autorités particulièrement compétentes en matière constitutionnelle et juridique partagent l'opinion que l'Assemblée a des pouvoirs de cette nature; il suffit de lire les Articles 10 et 11 de la Charte pour comprendre les raisons qui les ont amenées à prendre cette position.

22. Dans sa préoédente déclaration, le représentant de l'URSS a utilisé le mot "statut" en parlant de la Charte, le représentant de la France, de son côté, employant le mot "traité". De l'avis de la délégation ceylanaise, la Charte n'est ni un traité ni un statut, mais un document constitutionnel. Dans ces conditions, on ne peut lui donner l'interprétation étroite et par trop juridique qu'on donne aux statuts ou aux traités. Qui plus est, lorsqu'on a affaire à un document constitutionnel régissant une collectivité internationale, il est très important de lui donner une interprétation souple et large pour ne pas compromettre l'existence même de l'Organisation à laquelle il se rapporte. M. Ponnambalam souhaiterait que non seulement les représentants de l'Union soviétique et de la France, mais aussi le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, lorsqu'il reprendra ses travaux, tiennent compte de cette observation.

23. Bien qu'elle se soit opposée en 1950 à la résolution intitulée "L'union pour le maintien de la paix" [377 (V)], l'Union soviétique elle-même en a par la suite, en deux occasions, reconnu implicitement la validité. Lorsque, pendant la crise de Suez de 1956, le veto d'un des membres permanents a entravé l'action du Conseil de sécurité, l'Union soviétique a accepté l'adoption de mesures qui, de toute évidence, entraient dans le cadre de la résolution relative à l'union pour le maintien de la paix. De même, lorsque le Conseil s'est trouvé, du fait d'un veto, dans l'impossibilité d'agir au cours de la crise de 1958 entre la Jordanie et le Liban, l'Union soviétique a approuvé et même appuyé des mesures que l'Assemblée générale

n'aurait pu prendre si la validité de la résolution en question n'était pas admise. A supposer que la situation en Rhodésie du Sud fasse bientôt peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et qu'une ou plusieurs grandes puissances opposent, au Conseil de sécurité, leur veto à des mesures qu'appuierait la quasi-unanimité des autres Membres, l'Union soviétique ne serait-elle pas heureuse qu'il existe un moyen permettant d'agir efficacement? On ne pourrait sûrement pas dire qu'en pareil cas les petites nations seraient les instruments des puissances impérialistes.

24. Dans le cas du Congo, M. Ponnambalam croit comprendre que la délégation soviétique est opposée non pas à l'application par l'Assemblée de la résolution relative à l'union pour le maintien de la paix, mais à la procédure adoptée pour convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale.

25. Si l'ONU veut survivre et se développer, la Charte qui la régit doit se développer en même temps qu'elle et ne doit pas recevoir une interprétation qui soit de nature à compromettre son existence même. M. Ponnambalam attire l'attention des délégations soviétique et française sur le fait que la Charte précise clairement que les résolutions du Conseil de sécurité doivent être adoptées par un vote affirmatif de tous les membres permanents; malgré cela, les Nations Unies ont donné à cette disposition une interprétation telle que les abstentions n'ont pas été prises en ligne de compte et n'ont donc pu empêcher l'adoption de résolutions. C'est là un exemple d'interprétation souple de documents constitutionnels.

26. Pour ce qui est du financement des opérations de maintien de la paix, tous les auteurs du projet de résolution fondé sur les propositions irlandaises souhaiteraient établir une fois pour toutes la responsabilité collective, sur le plan financier, de tous les Etats Membres. Dans la conjoncture actuelle, cependant, insister sur ce point équivaldrait à ne tenir aucun compte des réalités, car il est évident que les grandes puissances ne sont pas toutes disposées à contribuer financièrement aux opérations de maintien de la paix qu'elles n'approuvent pas. La formule proposée est la meilleure solution possible à l'heure actuelle. Les petites nations, qui ont toutes un intérêt vital à ce que l'on reconnaisse à l'Assemblée générale le droit d'entreprendre, de contrôler et de poursuivre des opérations de maintien de la paix, ne peuvent se soustraire à l'obligation de verser une contribution, si modeste soit-elle.

27. M. HAMID (Soudan) dit que la question qu'examine la Commission est l'une des plus importantes qui aient été soumises à l'Organisation des Nations Unies; l'efficacité de cette dernière dépend de son aptitude à trouver aux problèmes de maintien de la paix une solution pratique qui soit acceptable à tous, et notamment aux membres permanents du Conseil de sécurité. Si l'on veut créer un dispositif efficace de maintien de la paix, il faut tenir compte des intérêts de tous les Etats; or, bien que les Etats soient tous au même degré attachés au maintien de la paix, leurs intérêts ne sont pas identiques. La délégation soudanaise estime donc qu'il ne serait pas sage d'essayer d'imposer une solution en l'adoptant à la majorité des voix des membres de la Commission; pareille

tentative serait nécessairement vouée à l'échec. Cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à chercher une solution, et tous ceux qui croient sincèrement en l'avenir de l'Organisation des Nations Unies doivent faire tout leur possible pour résoudre le problème. A cet égard, la délégation soudanaise tient à remercier la délégation et le Ministre des affaires extérieures de l'Irlande des efforts incessants qu'ils ont déployés pour faciliter la recherche d'une solution.

28. La discussion a surtout porté jusqu'ici sur la question de la capacité qu'a l'Assemblée générale de prendre des mesures de maintien de la paix lorsque le Conseil de sécurité est incapable d'agir. Le Conseil s'est déjà antérieurement trouvé dans une impasse à propos d'opérations de maintien de la paix et cette situation peut très bien se reproduire. En pareil cas, on ne doit pas s'attendre à ce que les petites puissances restent inactives alors que la paix et la sécurité internationales sont en danger mortel. Lorsqu'il s'agit d'opérations de maintien de la paix, les divergences de vues, qui sont bien naturelles, doivent, en fin de compte, céder le pas à la nécessité vitale de sauvegarder la paix. La délégation soudanaise estime que le Comité spécial doit examiner la question de façon plus approfondie, compte tenu de toutes les opinions exprimées pendant les débats de la Commission, et elle votera donc pour le projet de résolution A/SPC/L.122 et Add.1.

29. M. AL-RASHID (Koweït) fait observer qu'il ressort nettement du rapport du Comité spécial et des déclarations faites pendant les débats que la question du maintien de la paix doit être examinée sous deux angles différents, à savoir la nécessité de rétablir la solvabilité de l'Organisation et la question de l'autorisation, de l'organisation et du financement des futures opérations de maintien de la paix. En ce qui concerne le premier aspect, l'entente est faite au Comité spécial pour reconnaître que le déficit budgétaire devrait être comblé par des contributions volontaires. Cette décision a été approuvée par l'Assemblée générale et communiquée aux Etats Membres par le Secrétaire général dont les efforts visant à obtenir des contributions volontaires sont particulièrement dignes d'éloges. Jusqu'ici, cependant, seuls 20 Etats Membres, dont un des membres permanents du Conseil de sécurité, ont fait des versements volontaires. Le Gouvernement du Koweït, pour sa part, a versé 500 000 dollars pour prouver sa profonde confiance en l'Organisation des Nations Unies et dans les principes de la Charte.

30. M. Al-Rashid remercie toutes les délégations — et notamment celles de la Jamaïque, du Maroc et de l'Afghanistan — qui, associées à la délégation du Koweït, avaient décidé de soumettre un projet de résolution séparé tendant à confirmer le principe des contributions volontaires et à demander aux Etats Membres de faire tout leur possible pour permettre à l'Organisation de disposer d'une base solide pour le financement de ses futures activités. En prenant cette initiative, ces délégations avaient voulu agir au mieux des intérêts de l'Organisation, et avaient estimé que ce projet de résolution, du fait qu'il ne contenait pas de sous-entendu politique prêtant à controverses, serait généralement bien accueilli. Un autre groupe d'Etats Membres, toute-

fois, a estimé qu'un projet de résolution séparé sur la question des contributions volontaires risquait d'être mal interprété et a suggéré de faire figurer l'appel relatif aux versements volontaires dans un projet de résolution plus complet. Désireux de faciliter la recherche d'une solution, le premier groupe de délégations a accepté cette suggestion.

31. La délégation du Koweït estime que le second aspect, à savoir le problème des futures opérations de maintien de la paix, est essentiellement de nature politique; il appelle donc une solution politique. Pour la trouver, il sera nécessaire d'adapter la Charte aux exigences de la vie internationale contemporaine, c'est-à-dire qu'il faudra concilier les différents courants politiques mondiaux dans l'espoir de pouvoir ainsi parvenir à un modus vivendi fondé sur la justice, l'égalité et la responsabilité collective.

32. Le Koweït a exposé son attitude générale à l'égard du problème du maintien de la paix dans les observations (A/6026, annexe I) qu'il a présentées au sujet des directives proposées par le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale au paragraphe 52 de leur rapport (A/5915/Add.1, annexe II). M. Al-Rashid est convaincu que les grandes puissances doivent conserver la responsabilité principale des activités de maintien de la paix des Nations Unies, mais qu'il est toutefois essentiel que tous les autres Membres participent à ces activités si l'on veut qu'elles réussissent. Comme Dag Hammarskjöld l'avait fait remarquer, ce sont surtout les petits pays qui dépendent de l'ONU pour la défense de leur indépendance et la promotion de leur développement économique et social. Tous les Etats doivent donc faire leur possible pour que l'ONU demeure un instrument efficace, sinon unique, du maintien de la paix.

33. La délégation du Koweït estime que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont des rôles complémentaires. Il est nécessaire d'appliquer et d'interpréter avec souplesse les principes de la Charte pour pouvoir parer aux aléas d'une situation internationale en pleine évolution. Lorsqu'on examine le problème des activités futures de maintien de la paix, il convient de s'inspirer de l'expérience valable recueillie par l'ONU au cours de ses opérations antérieures.

34. La délégation du Koweït rend hommage à la délégation irlandaise, et en particulier au Ministre irlandais des affaires extérieures, pour les efforts inlassables qu'ils ont consacrés à la solution du problème. Elle accepte les paragraphes 1, 2 et 3 du dispositif du projet de résolution A/SPC/L.121, mais émet des réserves quant au paragraphe 4, car elle ne peut admettre que les membres permanents du Conseil de sécurité aient la possibilité de ne pas contribuer à des opérations de maintien de la paix alors que, pour les autres puissances, cette contribution est obligatoire. Elle votera en faveur du projet de résolution A/SPC/L.122 et Add.1, et elle exhorte les Etats Membres à agir conformément aux propositions qu'il contient. Elle espère que le Comité spécial poursuivra ses utiles travaux et qu'il proposera, à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, une solution pratique au problème des opérations de maintien de la paix.

35. M. TCHERNOUCHTCHENKO (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait observer qu'il y a différentes manières d'envisager l'amélioration des activités de l'ONU en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Un groupe d'Etats insiste pour que l'on observe strictement la Charte, afin d'éviter des complications du genre de celles qu'ont entraînées les opérations de l'ONU au Congo et au Moyen-Orient. La délégation biélorussienne est d'avis qu'il faut envisager toute la question des opérations de maintien de la paix dans le cadre des possibilités offertes par la Charte. Ce document, rédigé après la défaite du fascisme au cours de la seconde guerre mondiale, a résisté à l'épreuve du temps et survécu aux assauts de certains éléments de l'Organisation.

36. Depuis longtemps, les Etats-Unis s'attaquent au principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité, qui est à la base de toute action concertée au sein de l'ONU. Cette attaque a atteint son point culminant en 1950, lors de l'adoption de la résolution intitulée "L'union pour le maintien de la paix", qui a donné à l'Assemblée générale le pouvoir de décider de l'emploi de la force armée, contrairement aux dispositions de la Charte. Cette résolution a été adoptée à une époque où la guerre froide était à son paroxysme et où des hostilités étaient en cours en Corée. Certains Etats ont appuyé cette résolution pour favoriser égoïstement leurs propres intérêts; d'autres, qui l'avaient appuyée en toute bonne foi, ont été trompés.

37. Il suffit d'étudier la Charte pour voir que les compétences respectives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité y sont strictement délimitées. Les prétendues "fonctions complémentaires" de ces deux organes ne ressortent pas de la Charte; celle-ci stipule que seul le Conseil de sécurité est habilité à prendre des décisions en ce qui concerne le maintien de la paix. L'Assemblée générale est autorisée à étudier ces questions et à présenter des recommandations à leur sujet, mais toute question nécessitant des mesures doit être renvoyée au Conseil. Il existe donc une distinction très nette entre les recommandations et les mesures, et ces dernières sont du ressort exclusif du Conseil de sécurité. Tous ces problèmes sont d'ailleurs traités en détail dans le mémorandum soumis par l'URSS, en date du 10 juillet 1964^{1/}, que la délégation biélorussienne approuve. M. Tchenouchtchenko reconnaît, en particulier, qu'il importe de relancer les activités du Comité d'état-major, auxquelles devraient pouvoir participer un plus grand nombre d'Etats.

38. Certains représentants — celui de Ceylan notamment — ont prétendu que les Etats Membres étaient en droit d'interpréter différemment les dispositions de la Charte. Il n'en est rien. Les documents officiels de la Conférence de San Francisco montrent que toute interprétation de la Charte doit être généralement acceptable.

39. Selon la délégation biélorussienne, les Etats-Unis essaient de tenir le Conseil de sécurité à l'écart parce qu'ils espèrent influencer les actes de l'Assemblée générale. Les puissances impérialistes, les Etats-Unis et le Royaume-Uni en particulier violent les principes de la Charte en s'immisçant dans les affaires intérieures d'autres pays et en ayant recours à la force pour opprimer les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance. Dans certains cas, tels que celui du Congo, les forces du colonialisme ont agi sous le couvert de l'emblème des Nations Unies. Dans d'autres cas, par exemple en République Dominicaine, elles ont ouvertement envoyé leurs propres troupes. Au Vietnam, les Etats-Unis mènent maintenant une guerre d'agression contre le peuple.

40. L'exemple du Congo a été révélateur. Sur la demande du premier ministre Lumumba, les forces des Nations Unies ont été envoyées au Congo en 1960 et elles sont devenues l'instrument de la politique impérialiste. Comme l'a démontré M. O'Brien dans son livre *To Katanga and back*^{2/}, l'opération des Nations Unies n'a pas été dirigée dans son ensemble par le Conseil de sécurité mais par un "club du Congo" absolument officieux. L'expérience montre combien il importe que le Conseil de sécurité soit exclusivement responsable de toutes les questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le rôle accru des pays asiatiques et africains au Conseil de sécurité a considérablement rehaussé les possibilités à cet égard. La politique américaine consiste maintenant à retirer au Conseil de sécurité tout rôle dans les affaires de l'hémisphère occidental, ainsi que le montrent les événements qui se sont produits en République Dominicaine. On a récemment tenté de créer une sorte de détachement international, soumis à l'autorité des impérialistes, qui serait chargé de réprimer les mouvements de libération nationale. C'est à Ottawa, en 1964, que de telles idées ont été lancées. La proposition tendant à créer une force interaméricaine, discutée à Rio de Janeiro, sera reprise lors des réunions qui se tiendront en Amérique latine en 1966. Le but de cette force est d'intervenir rapidement et énergiquement dans les affaires intérieures des pays latino-américains.

41. Le projet de résolution déposé par l'Irlande et certaines autres délégations vise à changer la Charte en modifiant le règlement intérieur de l'Assemblée générale dans l'esprit de la résolution intitulée "L'union pour le maintien de la paix", comme il ressort de la déclaration du représentant du Chili et d'une lettre adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Irlande (A/5966/Rev.2). Les représentants des pays africains et asiatiques qui défendent la compétence de l'Assemblée générale dans les questions de maintien de la paix ne devraient pas oublier les véritables intentions des puissances colonialistes, qui se révèlent lorsqu'il s'agit de l'apartheid ou de la Rhodésie du Sud. La délégation biélorussienne est convaincue que même dans sa version révisée (A/SPC/L.121/Rev.1), le projet de résolution irlandais (A/SPC/

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Annexes, annexe No 21, document A/5721.

^{2/} Londres, Hutchinson and Co., 1962.

L.121) est contraire à la Charte et incompatible avec ses principes. Son adoption ne ferait que créer de nouvelles difficultés pour l'ONU et, par conséquent, M. Tchernouchtchenko votera contre lui. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix

doit poursuivre ses travaux, en tenant compte du mémorandum présenté par l'URSS le 10 juillet 1964 et des opinions exprimées au cours du présent débat.

La séance est levée à 13 h 25.